

APPEL POUR LE MAINTIEN DES TRESORERIES DE PROXIMITE

Miramas, le 14 DEC. 2020

Mesdames, Messieurs les Maires des Bouches du Rhône, cher.e.s. Collègues,

La décision a été prise de réorganiser la présence de la Direction Départementale des Finances Publiques sur nos territoires ayant pour conséquence la **fermeture des trésoreries** et service des impôts, éléments structurants de proximité dans nos communes périphériques des grandes métropoles et dans nos communes rurales. Cette décision **signe pour beaucoup d'entre nous, la fin de la présence de l'Etat sur nos territoires.**

Pour les Bouches-du-Rhône entre le 1er janvier 2021 et le 1er janvier 2024 :

- fermeture des Trésoreries de Miramas, Vitrolles, Lambesc, Allauch, Salon-de-Provence, Roquevaire, Maussane, Saint-Rémy de Provence, Marignane, Tarascon, Gardanne, Trets, Martigues et Saint Andiol ;
- La fermeture des Services d'Impôts des Particulier d'Istres, La Ciotat et Tarascon et des Services Impôts des Entreprises d'Arles, Martigues et Aubagne.

Sans parler de l'accompagnement et de la relation de conseils que nous entretenons avec les trésoriers en tant que maire, la **fermeture des trésoreries impactera nos populations les plus âgées et les plus fragilisées, les publics les plus éloignés des technologies**, par méconnaissance, illettrisme, grande précarité, manque d'équipement ou d'accès à un réseau.

Ce sont eux qui se rendent aux guichets pour un accompagnement humain dans leurs démarches.

La pandémie a accéléré la dématérialisation, mais a éloigné chaque jour un peu plus nos habitants de l'accès au service public et aux droits comme l'a souligné Sénat dans son rapport de septembre 2020.

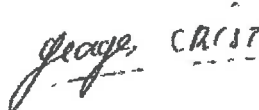

Cette nouvelle régression de l'Etat dans nos communes pose la question de la continuité territoriale, en créant des « **zones blanches de service publics** », une **rupture de l'égalité d'accès** des habitants niant le sens de ce qui fait « République » dans la société française.

Alors que nous avons l'ambition d'une France des territoires véritablement décentralisée mais unie, où la commune, le département, la région et les métropoles sont des acteurs pleins et entiers de l'action publique aux côtés de l'Etat, nous voulons être des partenaires respectés pour réussir une France républicaine et inclusive.

Ne créons pas les conditions de « territoires abandonnés », financièrement et humainement car nous avons à combattre ensemble, dans les mois et les années à venir, la défiance et la méfiance de nos populations. Quand le service public recule c'est la République qui s'éteint.

Demandons au GOUVERNEMENT de SUSPENDRE ce PROJET et son CALENDRIER, signons ensemble cet APPEL

Georges CRISTIANI

Maire de Mimet
Président de l'Union des Maires 13

Frédéric VIGOUROUX

Maire de Miramas
Conseiller Départemental